



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 2

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action de réaction rapide en matière de résilience pour 2024 – Partie 1

Document d'action "Programme de renforcement de la résilience des régions septentrionales des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest face à la propagation du terrorisme"

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Programme de renforcement de la résilience des régions septentrionales des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest face à la propagation du terrorisme Référence opérationnelle OPSYS: ACT-62690 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Oui Au Bénin, l'action vient contribuer à la TEI « croissance économique et emploi des jeunes » en s'adressant à des facteurs et contraintes qui limitent la capacité des jeunes à trouver un emploi. Elle contribuera à la TEI régionale de la grande muraille verte. Au Togo, cette action vient compléter la coopération de longue date de l'UE dans la région, avec la participation de l'AFD et des autres partenaires suivant l'approche équipe Europe.
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée dans les lieux suivants: <ul style="list-style-type: none">- Bénin: départements de l'Atacora et de l'Alibori- Togo: régions des Savanes et de la Kara
4. Document de programmation	Pilier de réaction rapide (RRP), composante «résilience» et liaison entre les actions humanitaires et de développement
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	L'action vient compléter les interventions suivantes: Bénin : les objectifs spécifiques n° 2 et n° 3 du domaine prioritaire 3 (Société sûre et prospère) du programme indicatif pluriannuel (2021-2027), soit «promouvoir la création d'emplois décents pour une dynamisation de l'économie nationale» et la «mise en place d'un dispositif étatique capable de préserver la paix et la stabilité dans le pays». Togo : le domaine prioritaire n° 1 (Développement humain et inclusion socio-économique) du document conjoint de programmation (2021-2027) et son objectif spécifique 1 (accès aux services sociaux de base). L'action contribue également au domaine prioritaire n° 3 (Consolidation d'une société apaisée et résiliente) et son objectif spécifique n° 1 (Paix et sécurité face au terrorisme).

DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Education (110), Santé (120), Approvisionnement en eau et assainissement (140), Énergie (230)			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: ODD 1 – Pas de pauvreté Autres ODD importants: ODD 2 - Alimentation; ODD 3 – Bonne santé et bien-être; ODD 5 – Égalité entre les sexes; ODD6 – Eau propre et assainissement; ODD 8 – Travail décent et croissance économique; ODD 10 – Inégalités réduites; et ODD 16 – Paix, Justice et Institutions efficaces.			
8. a) Code(s) CAD	Code CAD 14030 – Approvisionnement en eau et assainissement de base: 50 % Code CAD 11120 – Équipements scolaires et formation: 5 % Code CAD 12230 – Infrastructure pour la santé de base: 15 % Code CAD 23231 – Énergie solaire pour système autonome: 10 % Code CAD 15190 – Migration: 20 %			
8. b) Principal canal d'acheminement	Canal 1 – 1000 Institutions du secteur public Canal 2 – 11004 Autres entités publiques dans le pays donneur – Agences de développement des pays membres de l'UE			
9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes¹ et balises²	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14 02 03 20</p> <p>Coût total estimé: 50 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE: 35 000 000 EUR</p> <p>Cette action est cofinancée en parallèle par:</p> <ul style="list-style-type: none"> – AFD pour un montant de 10 000 000 EUR; – KfW pour un montant de 5 000 000 EUR. 			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement³	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion indirecte avec une ou plusieurs agence(s) d'États-membres: avec l'AFD et la KfW - Gestion directe par subvention(s). 			

¹ Les marqueurs internes ont été créés pour rendre compte de la mise en œuvre des priorités stratégiques propres à la Commission dans les domaines où aucun outil de rapport du CAD n'est disponible. Dans un souci de cohérence et de comparabilité, la méthodologie est équivalente aux marqueurs du CAD, avec trois positions possibles (objectif principal, objectif important, non ciblé).

² Une méthodologie de marquage supplémentaire offrant une granularité sur les marqueurs internes est en cours de développement. Lorsqu'un marqueur est un objectif important ou un objectif principal, veuillez également choisir la balise oui/non correspondante.

1.2 Résumé de l'action

L'expansion du terrorisme et l'insécurité généralisée dans le Sahel ont des répercussions profondes sur le nord du Bénin et du Togo, entraînant d'importants déplacements de populations et complexifiant les dynamiques et les tensions locales alors que les communautés d'accueil doivent d'ores et déjà faire face à l'insuffisance des surfaces arables et à un accès inégal aux services de base.

L'action entend renforcer les capacités de résilience des populations, communautés et institutions étatiques du nord du Togo et du Bénin afin d'atténuer l'incidence des déplacements forcés sur les communautés d'accueil, ainsi que l'impact sécuritaire venant de la crise sahélienne.

Elle se concentre sur des régions où les personnes déplacées et/ou réfugiées sont accueillies dans les communautés locales. Cette intégration génère des besoins supplémentaires pour des populations locales déjà «sous pression», c'est-à-dire dans une situation de dégradation du tissu social et du climat sécuritaire, et où les services de base sont déjà structurellement insuffisants.

Cette pression s'est récemment amplifiée avec la dégradation de la situation au niveau régional au-delà de ce qui pouvait être envisagé lors de l'élaboration des programmes indicatifs plurinannuels/documents conjoints de programmation de chacun des pays.

Afin de faire face à cette pression accrue, les soutiens apportés et les investissements à long terme doivent être préservés. L'UE décide donc de mobiliser la composante «Résilience» de son pilier «réaction rapide» (RRP) pour monter en puissance dans les domaines suivants: l'accès aux services de base (eau, santé, énergie), éducation, services sociaux) et à l'emploi.

Les actions proposées sont en cohérence avec les efforts déployés par les gouvernements et les autorités locales pour soutenir des mécanismes nationaux existants tout en incluant les nouveaux arrivés. Les efforts sont concentrés dans les territoires les plus à risque (les Savanes et la Kara pour le Togo; l'Atacora et l'Alibori pour le Bénin). Ils sont en synergie avec les programmes européens nationaux et régionaux (migration/déplacements forcés, sécurité, gestion des frontières, développement local et gestion forestière), avec l'approche politique du SEAE, ainsi qu'avec les programmes du FPI et d'ECHO selon une approche intégrée qui renforce également l'approche associant l'aide humanitaire, le développement et la paix par le nexus HDP et l'approche Equipe Europe. Ils s'insèrent dans le cadre politique de l'UE pour la gestion des crises (PFCA) dans les pays côtiers du Golfe de Guinée et visent à compléter le partenariat paix et sécurité avec les pays concernés conformément à l'approche intégrée de l'UE.

Le programme est organisé à travers deux composantes géographiques:

Au Togo, les actions s'intègrent totalement dans le plan d'urgence pour la région des savanes (PURS) et proposent de combler un manque d'investissements en infrastructures sociales et productives modernes dans des territoires ruraux «denses» des régions des Savanes et de la Kara. Elles se concentrent sur l'amélioration des infrastructures multi-usages à la fois sociales et productives pour les populations locales et déplacées. Les infrastructures sociales consistent en la mise en place i) de mini adduction d'eau potable (AEP) et/ou de postes d'eau autonomes (PEA) à énergie solaire; ii) de systèmes à énergie solaire et d'équipements de conservation par le froid et de production d'eau chaude dans les centres de santé, et iii) de blocs sanitaires améliorés pour les écoles primaires et les centres de santé. Les infrastructures productives consistent en l'installation de mini-périmètres d'irrigation approvisionnés en eau par pompage solaire destinés aux jardins potagers des écoles et aux parcelles agricoles des communautés rurales voisines.

Pour ce faire, une convention avec l'AFD est envisagée. L'AFD est déjà active dans les régions des Savanes et de la Kara en soutien aux secteurs de l'eau potable et de l'assainissement, de l'éducation, de l'énergie, de la production agricole, de la sécurité alimentaire et de la protection sociale (filets sociaux/transferts monétaires).

L'action s'inscrit dans le prolongement des projets de l'UE dans le domaine de l'eau et de l'assainissement (PEAT 1&2) et du soutien au développement de filières durables de gestion des déchets ménagers dans les communes (notamment à Dapaong et Kara). Elle s'inscrit également dans le prolongement des actions de la GIZ et de l'AFD dans la région des Savanes dans différents secteurs, tels que l'énergie, l'eau et l'éducation.

L'action vient compléter aussi les programmes européens nationaux et régionaux (migration/ déplacements forcés, sécurité, gestion des frontières, développement local et gestion forestière) ainsi que ceux du FPI et d'ECHO dans une approche associant l'aide humanitaire, le développement et la paix (HDP) et un esprit d'Equipe Europe

(redynamisé ces dernières années, et conforté par une collaboration décennale entre l'UE et l'AFD, notamment dans les domaines de l'eau et de l'assainissement).

Au Bénin, il s'agira essentiellement de soutenir les institutions locales, les autorités communales et les organisations de la société civile pour faciliter l'accès des populations (locales et de retour au pays, populations déplacées internes et réfugiées) aux services de base. Au-delà de la prestation de services, des mécanismes d'inclusion dans les mises à jour et la gestion des plans communaux de développement seront facilités afin de favoriser une croissance équitable et de renforcer la résilience communautaire. L'action viendra enfin renforcer les capacités de préparation et de réponse des autorités locales face aux chocs qui se développent jusqu'aux zones les plus enclavées du nord du pays. Cette approche territoriale sera menée en coordination avec les autres programmes financés par l'Union européenne dans le pays, en particulier *PRONORD* (qui couvrira l'accompagnement économique «individuel»: entrepreneuriat, conseil agro écologique aux exploitations les plus vulnérables, etc., comme réponse à l'insécurité alimentaire et à l'absence de perspective économique pour les jeunes, avec en plus un volet de renforcement des capacités des forces de défense via *PRONORD Défense et PRONORD Protection*), *Consolidation de la Paix au Bénin à travers la prévention de l'extrémisme violent (CPBPEV)* (en cours jusque fin 2024 et appuyant le rôle des médias et les initiatives locales dans la prévention de l'extrémisme violent), outre quelques infrastructures sociocommunautaires dans l'Alibori, *Zones frontalières pacifiques et résilientes III* (qui s'attachera à travailler sur le développement transfrontalier, les infrastructures et services transfrontaliers entre le Bénin, le Togo et le Burkina Faso), *NaturAfrica Bénin* et le *Community Empowerment and Social Cohesion* [qui facilitera l'accès au droit et à la politique du territoire, au logement, à la terre et à la propriété (HLP), l'accès à la documentation civile, etc.], et le projet « Jeunes pour la Paix au nord Bénin » mis en oeuvre par l'UNICEF et financé par FPI.

L'action est mise en œuvre au moyen d'une convention de délégation à des agences des États Membres de l'UE déjà présentes sur le terrain dans les zones reculées sur les thématiques concernées, ainsi que d'une ou plusieurs subventions directes à des structures disposant d'un mandat spécifique ou présentes sur le terrain.

1.3 Zones bénéficiaires de l'action

L'action intitulée «Programme de renforcement de la résilience des régions septentrionales des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest face à la propagation du terrorisme» (ACT-62690) sera mise en œuvre au Bénin et au Togo, pays qui figurent tous deux sur la liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD).

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Dégradation progressive de la situation sécuritaire et augmentation des déplacements forcés depuis 2021

Face à l'expansion du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest, une insécurité croissante se propage du Sahel central vers les pays côtiers, en particulier au Bénin et au Togo. Au cours des trois dernières années, la menace des groupes armés non étatiques (GANE) dans la région du Sahel s'est accrue dans la zone frontalière du Burkina Faso avec le Bénin et le Togo. Le dernier semestre 2022 a vu une recrudescence des violences à la frontière Burkina Faso-Bénin-Togo. Au Bénin, les attaques se sont d'abord cantonnées à la frontière avec le Burkina Faso et dans les parcs nationaux du W et de la Pendjari. Cependant, depuis janvier 2023, des raids de groupes armés se sont infiltrés plus profondément dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora, sur les communes de Banikoara, Malanville, Karimama, Kerou, Matéri, Cobly, Tanguéta en particulier. Les attaques gagnent en fréquence et en intensité et ne visent plus uniquement les forces de sécurité et de défense, mais de plus en plus les populations civiles en attisant les tensions intercommunautaires.

Par ailleurs, depuis 2022, la crise au Sahel a déclenché des déplacements forcés vers les quatre États côtiers d'Afrique de l'Ouest. À la mi-juillet 2023, ces quatre pays accueillaient environ 67 456 personnes fuyant principalement le Burkina Faso (plus de 90 %), mais aussi le Togo (environ 7 %), le Mali (environ 2 %) et le Niger (moins de 1 %). Le déplacement des citoyens togolais est lié aux effets de débordement du Burkina vers le Togo, avec des attaques sur des villages dans le nord du Togo qui ont incité les citoyens togolais à fuir vers le Bénin à la recherche de sécurité. Mais possiblement aussi à l'attitude des Forces Armées Togolaises dont la riposte peut

parfois être excessive et insuffisamment bien ciblée. Au Bénin, on compte environ 10 000 déplacés internes et environ 16 000 réfugiés (en provenance du Burkina Faso, mais aussi du Togo et du Niger) dans le nord du Bénin (Atacora et Alibori) et les projections évoquent un scénario de 30 000 réfugiés et de 25 000 déplacés internes en 2024 (UNHCR, 2023). Par ailleurs, si le nombre de personnes touchées est pour le moment moindre que dans les pays voisins du Sahel, le niveau d'acuité des besoins semble tout aussi significatif et le risque d'une forte dégradation est réel.

Le Togo, le Bénin et le Burkina Faso partagent des frontières communes aux caractéristiques socioculturelles et économiques très proches. En effet, le Burkina Faso partage une frontière avec le Togo, longue d'environ 141 km, entièrement délimitée et qui passe à travers les régions du centre-est et de l'est du Burkina et la région des Savanes pour le Togo. En outre, la frontière séparant le Burkina (région de l'est) et le Bénin (département de l'Atacora) s'étend sur environ 376 km, non délimitée, et fait l'objet d'un litige entre les deux pays. S'agissant de la frontière entre le Bénin et le Togo, elle s'étend sur environ 644 km et touche toutes les régions administratives du Togo.

Les localités de l'espace frontalier Nord Bénin-Burkina-Togo, éloignées géographiquement des centres de décision avec une accessibilité souvent très limitée, sont restées longtemps des espaces « éprouvés par de dures réalités socioéconomiques », où le sentiment d'abandon est fortement ancré dans la conscience collective.

Cet espace est caractérisé par: i) la faible présence de l'Etat, ii) la porosité des frontières, iii) l'insécurité grandissante, iv) la montée du radicalisme et de l'extrémisme violent, v) la recrudescence des conflits communautaires, et vi) l'insuffisance d'opportunités de développement socio-économiques pour les femmes et les jeunes.

TOGO

Le nord voit la situation socio-économique se dégrader rapidement. Déjà frappé par la pauvreté la plus importante du pays, cette zone souffre du débordement de la crise sahélienne. Ceci affecte directement les conditions de vie des ménages. Le cadre harmonisé des Nations Unies de novembre 2022 montre que, dans les seules régions des Savanes et de la Kara, 250 000 personnes sont structurellement en situation d'insécurité alimentaire (530 000 sur l'ensemble du pays), un chiffre en hausse selon l'enquête PAM de septembre 2023. L'impact socio-économique des déplacements forcés est encore relativement peu documenté, mais des tensions locales sont rapportées, entre communautés d'accueil et personnes déplacées. On enregistre aussi des mouvements secondaires vers le sud des personnes déplacées et à la recherche d'opportunités économiques (marquant une extension des zones d'accueil vers la région de la Kara).

Par ailleurs, la région possède un climat subsahélien à la saison des pluies et une végétation de savane qui la rend particulièrement sensible aux changements climatiques, qui se manifestent entre autres par des périodes récurrentes de sécheresses et par l'érosion accélérée des sols.

Les facteurs ci-dessus alimentent la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme. L'extrémisme violent est largement perçu comme une menace provenant avant tout de l'extérieur. La vulnérabilité du Bénin et du Togo résulterait de sa proximité avec le Burkina, le Niger et le Nigeria, où maintes attaques attribuées à des groupes extrémistes violents ou revendiquées par ceux-ci ont été enregistrées depuis plusieurs années.

BÉNIN

Les communes d'accueil évoluent déjà dans un climat d'insécurité sous-jacente. Au Bénin, trente-trois écoles sont fermées pour cause d'insécurité, affectant 4 321 élèves dans l'Atacora et l'Alibori. Un couvre-feu est effectif dans la majeure partie du département de l'Atacora (75 %) et également dans le nord de l'Alibori. Il s'agit par ailleurs de zones où l'insécurité alimentaire est quasi structurelle (28,3 % et 15,4 % de la population en insécurité alimentaire pour les départements de l'Atacora et de l'Alibori respectivement, selon l'enquête AVGSAN, 2022).

Dans les communes touchées, les réfugiés et les populations locales déplacées font face à un accès difficile aux logements, aux moyens de subsistance, à la terre et aux services sociaux de base déjà structurellement insuffisants dans leurs nouvelles communautés d'accueil. Ces dernières sont déjà confrontées à une forte pression sur les ressources, foncières et forestières, agricoles et pastorales, qui attisent des conflits récurrents. Les déplacements de population viennent complexifier un peu plus encore ces dynamiques de pressions et de conflits, justifiant la mise en place d'interventions répondant à la fois aux besoins immédiats des populations déplacées, à l'accueil des plus vulnérables et anticipant les défis à venir en matière de développement et de consolidation de la paix.

Une réponse intégrée des acteurs étatiques

Au Togo, la réponse des acteurs étatiques est désormais intégrée. En effet, en complément de la réponse sécuritaire, les autorités togolaises sont soucieuses, d'une part, des conditions de vie des réfugiés et déplacés internes (plusieurs dizaines de milliers de personnes, un enregistrement est prévu par les autorités togolaises prochainement), et d'autre part, de l'accès aux services de base dans ces régions. La dernière année, la coordination de l'action du gouvernement est renforcée grâce au plan d'urgence pour la résilience de la région des Savanes (PURS) dont le besoin de financement est estimé à 300 millions d'EUR pour la période 2022-2025.

Au Bénin, le gouvernement a renforcé sa présence militaire dans le nord du Bénin depuis deux ans et, dans une réponse holistique aux défis sécuritaires et de prévention de l'extrémisme violent, a accru ses investissements pour développer les espaces frontaliers, pour renforcer le sentiment d'appartenance à la nation.

Le gouvernement a tout d'abord mobilisé ses ressources pour renforcer les capacités matérielles des forces de défense, faisant également appel à l'appui des partenaires techniques et financiers. Il a rapidement lancé un large programme de recrutement, mettant en place un système de quotas ciblant la jeunesse du nord du pays. Les forces de défense mobilisées dans le cadre de l'Opération Mirador (environ 4 000 hommes, dont 3 000 militaires et 1 000 membres des forces de sécurité intérieure) ont été positionnées sur les principaux «points chauds» et sur une série de camps semi-permanents le long des frontières avec le Burkina et le Niger. Ce dispositif a permis au Bénin de reprendre possession du parc W duquel s'était retiré temporairement APN⁴ après avoir perdu une douzaine de rangers en février 2022. Les incursions des groupes armés y sont encore particulièrement élevées, mais la collaboration étroite entre les forces armées et l'organisation APN permet aujourd'hui d'en limiter l'ampleur. En conséquence, les groupes extrémistes violents ont amorcé un virage stratégique, en s'attaquant directement aux populations civiles vivant en périphérie des parcs, comme cela a pu être le cas lors des massacres de Kérou et Banikoara en mai 2023. Depuis, l'opération des forces de défense béninoises a encore renforcé son maillage territorial, contribuant de manière significative à l'aguerrissement des troupes et limitant le nombre de manifestations d'insécurité. Les actions civilo-militaires représentent également un élément important dans le renforcement des liens de confiance entre FDS et les populations dans le nord.

En parallèle, le gouvernement a invité ses partenaires techniques et financiers à multiplier les interventions dans le nord du pays. Les activités de l'Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers (ABeGIEF)⁵ sont ainsi montées en puissance ces derniers mois, multipliant les missions de renforcement de la cohésion sociale et de soutien aux autorités communales dans la construction d'infrastructures sociales de base. L'ABeGIEF assure également la mise en cohérence et en synergie des autres interventions publiques dédiées aux espaces frontaliers, et mobilise des ressources pour accroître l'offre de sécurisation et de services sociaux et marchands dans les espaces frontaliers. L'ONG African Parks Network, de son côté, met en œuvre les activités prévues dans son plan de gestion pour soutenir les communautés agricoles et pastorales vivant en périphérie des parcs et directement confrontées à la menace terroriste. L'ONG, qui bénéficie d'un mandat clair de délégation de gestion des deux aires protégées, soutient les écoles de la zone en infrastructures et matériel d'enseignement, apporte un appui pour améliorer l'accès aux soins de santé publique, et accompagne les communautés dans la culture biologique et dans la création de nouvelles activités génératrices de revenus. D'autres programmes ont été mis en place pour lutter contre les vulnérabilités économiques, soutenir l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes, et ainsi éviter qu'ils ne rejoignent les groupes extrémistes. Ces actions doivent permettre de retisser les liens de confiance entre l'État et les populations du nord, qui ont longtemps dénoncé les inégalités territoriales dont ils étaient victimes vis-à-vis du sud du pays. Elles viennent aussi répondre à des spécificités locales, marquées par les nombreux conflits entre communautés, et entre agriculteurs et éleveurs, dans un contexte de forte croissance démographique, de pénurie de terre agricole pour les jeunes agriculteurs, de dégradation des terres et des espaces forestiers.

Une réponse intégrée de l'UE

L'UE met en place une approche intégrée pour les quatre États côtiers, dans le cadre de laquelle tous les instruments de l'UE peuvent être utilisés. Cette approche globale comporte quatre volets principaux: i) le renforcement du dialogue politique bilatéral; ii) le soutien aux forces de sécurité et de défense; iii) la stabilisation à moyen terme

⁴ La gestion des aires protégées du Pendjari et du W qui couvrent une part importante des espaces frontaliers avec le Burkina (13.400 ha) a par ailleurs été déléguée à l'organisation non gouvernement African Parks Networks (APN) en 2020. Bien que cette organisation ait pour mandat de travailler à la conservation de la faune, elle travaille en synergie avec les Force de défenses et de Sécurité.

⁵ Sous tutelle du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique

englobant la création d'opportunités économiques, la garantie des services sociaux de base ainsi que la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation civique et la résolution des conflits; et iv) la coopération au développement à long terme.

De plus, une mission PSDC a été lancée (décision du Conseil des affaires étrangères du 11 décembre 2023) selon un format innovant, flexible, modulaire visant à répondre aux besoins exprimés par les bénéficiaires. En complément, plusieurs mesures d'assistance au titre de la facilité européenne pour la paix (FEP) ont été adoptés (Ghana, Bénin en 2023) et sont en cours de préparation (Côte d'Ivoire, Ghana, Bénin pour 2024).

Au Bénin, une analyse de contexte a été conduite récemment, dont les recommandations se focalisent sur le besoin de renforcer le dialogue politique à plusieurs niveaux et la coordination entre les parties prenantes, la création d'opportunités socio-économiques dans les régions les plus touchées par l'instabilité et le soutien aux autorités dans leurs politiques de prévention de l'extrémisme violent et de réponse au djihadisme.

Au Togo, une mission d'analyse structurelle de contexte en novembre 2023 a recensé comme besoins le soutien à l'accès aux infrastructures et aux services de base pour l'ensemble des communautés dans la région des Savanes (populations locales, nomades, et déplacés du Burkina), l'aide à la diversification de l'économie et la priorisation des populations vulnérables dans l'accès aux services sociaux de base au Togo (jeunes, femmes, enfants, ethnies et régions défavorisées), le soutien aux structures locales de résolution des conflits et de médiation, le renforcement de la confiance entre l'armée, la police et les populations, l'appui à une mise en œuvre effective de la décentralisation et un soutien calibré aux élections.

L'action prend en compte ces recommandations et développera des synergies avec les programmes en cours comme le *PRONORD, Consolidation de la Paix au Bénin à travers la prévention de l'extrémisme violent (CPBPEV), Zones frontalières pacifiques et résilientes III, NaturAfrica Bénin*, et le *Community Empowerment and Social Cohesion*; ainsi qu'avec le programme régional financé par le FPI en soutien aux forces de sécurité, à la résilience et à la prévention des actions liées à l'extrémisme violent.

L'action est également alignée sur le nouveau pacte européen sur la migration et l'asile, le partenariat renforcé avec l'Afrique, la communication «Lives in Dignity» et l'approche de l'UE sur les déplacements forcés et le développement.

De plus, une assistance technique a été mise en place pour favoriser un dialogue, une collaboration et une synergie efficaces entre les projets considérés comme contribuant à l'approche intégrée de l'UE dans les pays côtiers et les parties méridionales des pays du Sahel, afin de maximiser et de saisir leur impact sur le territoire spécifique, et de promouvoir le partage des connaissances.

2.2 Analyse des problèmes

L'extension des raids de groupes armés aux communes limitrophes des parcs de la Pendjari et du W, notamment, côté Bénin à Matéri, Coby, Tanguiéta, Banikoara, Malanville, Karimama et Kerou, ajoutée aux récentes attaques dans la région des Savanes au Togo provoquant des déplacements forcés de populations dans plusieurs localités limitrophes de cette région, a contribué à augmenter considérablement le nombre de déplacés internes et de réfugiés du Togo et du Burkina Faso (ainsi que du Niger, dans une moindre mesure) dans les villes frontalières béninoises. Par ailleurs, avec la détérioration continue de la situation sécuritaire dans le Sahel et les incidents sécuritaires sur le sol béninois, nous assistons à des mouvements de population vers l'intérieur du pays, à la recherche de zones plus sécurisées.

À ce stade, on ne note pas de refoulements ni de volonté de la part des autorités de regrouper ces populations dans des camps. Les personnes déplacées de force sont accueillies au sein de la population locale avec bienveillance. Les liens familiaux, linguistiques et ethniques ont d'abord facilité cette situation. Cette intégration génère néanmoins des besoins supplémentaires pour ces populations locales, déjà «sous pression». En effet, en accueillant de nouveaux déplacés, qu'ils soient étrangers ou déplacés internes, les communautés hôtes du nord du pays partagent avec eux les ressources limitées. Or, les deux départements du nord du Bénin (Atacora et Alibori) ont les indicateurs de développement les plus faibles du pays. Ainsi, la situation actuelle en termes de déplacements forcés a ajouté des défis supplémentaires à des localités qui avaient déjà des besoins significatifs en matière d'accès aux services de base essentiels, tels que l'eau, la terre, la santé, l'éducation, l'énergie, les communications et les activités créatrices de revenus, entre autres.

Au Togo, la radicalisation s'est affirmée comme une menace durable pour la sécurité et la cohésion sociale dans le pays et en particulier dans la région des savanes où sont réunis les ingrédients qui exposent la jeunesse, surtout

non scolarisée, à la radicalisation. Les conditions socio-économiques, notamment la pauvreté et le chômage, sont également persistantes et perçues comme des facteurs facilitant l'émergence du terrorisme dans ces zones. De plus, le phénomène est aggravé par l'absence d'infrastructures socio-collectives de base (écoles, centres de santé, de loisirs et autres) et d'espaces d'expression pour cette jeunesse qui déborde d'énergie.

Dans un contexte où les publics plus vulnérables peuvent être tentés par l'émigration et/ou par la voie de l'extrémisme violent et du fanatisme, il est essentiel de déployer une politique tous azimuts de prévention. La stratégie de lutte contre l'extrémisme reposant sur le seul outil sécuritaire ayant déjà montré ses limites, le pays a décidé de proposer aux jeunes de nouvelles perspectives socio-économiques, culturelles et sportives, notamment en investissant dans les infrastructures de base pour lutter contre la désertification culturelle et le désœuvrement, et pour renforcer également les valeurs de citoyenneté.

Ainsi, depuis quelques années, la réponse du Togo à la montée de l'émigration et de la radicalisation repose sur une solution globale incluant une matrice d'actions cohérente. Le gouvernement travaille déjà sur l'aspect sécuritaire et a défini un cadre d'intervention pour fédérer les énergies vers plus d'impact, intitulé «Programme d'urgence pour la région des Savanes» (PURS), qui regroupe les principales actions envisagées dans les secteurs sociaux et qui constituent la meilleure réponse au phénomène.

A ce dispositif s'ajoute depuis 2019 la création du comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV). Il vient en complément aux mesures prises par le Togo depuis 2017 pour prévenir l'extrémisme violent sur son territoire. Il a pour mission, d'une part, « d'éradiquer ou de réduire sensiblement la propagation de l'extrémisme violent sur l'ensemble du territoire togolais » et d'autre part, de « renforcer la coopération et la collaboration entre l'administration, les forces de défense et de sécurité et la société civile ». Actuellement, le dispositif se déploie progressivement sur le terrain par la mise en place de comités préfectoraux et cantonaux.

L'action menée au Togo s'inscrit dans le cadre du PURS et propose de combler un manque d'investissements en infrastructures sociales et productives modernes dans des territoires ruraux «denses» des régions des Savanes et de la Kara. Ces infrastructures sont multi-usages car elles possèdent un caractère à la fois social et productif. Les infrastructures sociales consistent en la mise en place i) de mini adduction d'eau potable (AEP) et/ou de postes d'eau autonomes (PEA) à énergie solaire; ii) de systèmes à énergie solaire et d'équipements de conservation par le froid et de production d'eau chaude dans les centres de santé, et iii) de blocs sanitaires améliorés pour les écoles primaires et les centres de santé. Les infrastructures productives consistent en l'installation de mini-périmètres d'irrigation approvisionnés en eau par pompage solaire destinés aux jardins potagers des écoles et aux parcelles agricoles des communautés rurales voisines. Ces installations contribueront aussi aux efforts d'adaptation aux changements climatiques.

Cette action privilégiera d'une part i) des solutions techniques durables à faible impact sur l'environnement et les causes du changement climatique, et ii) réduira d'autre part les inégalités en termes d'accès aux services sociaux de base tout en participant à iii) l'égalité des genres en favorisant l'accès et le maintien des filles à l'éducation, tout en tenant compte de l'intégration des populations déplacées forcées.

Au Bénin, le système national de santé a une structure pyramidale axée sur le découpage administratif. Le niveau périphérique est l'entité opérationnelle la plus décentralisée du système de santé destinée à desservir une aire qui abrite entre 100 000 et 200 000 habitants. Elle est organisée sous forme d'un réseau de services publics de premier contact [hôpital de zone, centres de santé de communes (CSC), hôpitaux privés confessionnels gérés par des groupes de particuliers, centres de santé d'arrondissement (CSA), dispensaires ou maternités isolées].

Au niveau de l'Atacora, la couverture sanitaire des villages en termes de présence d'infrastructures sanitaires est mal assurée. En effet, même si tous les arrondissements sont couverts en formations sanitaires, avec un centre hospitalier départemental dans la ville centrale pour couvrir la zone comme prévu dans le découpage de département, comparativement à l'Alibori qui n'en possède pas, on observe plusieurs dysfonctionnements au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre communal (absence de point d'eau et de toilettes adéquates, absence d'interventions chirurgicales ou obstétricales dans les centres de santé, absence de clôture, absence d'énergie électrique ou solaire, etc.). Certains centres de santé sont inaccessibles à la population à la saison des pluies à cause de l'impraticabilité des routes, entraînant une baisse de l'utilisation des services de soins, avec aucune offre de stratégie avancée ou mobile.

Les communautés s'approvisionnent généralement en eau principalement au niveau des puits non aménagés ou de sources d'eau naturelles (marigots, fleuves). Les distances entre les habitations et les points d'eau sont souvent

longues (certains PDIs et réfugiés rencontrés à Coby disent parcourir environ trois kilomètres avec des motos ou des charrettes). Les ménages ne disposent pas de récipients adéquats pour stocker l'eau, ni de produits de traitement d'eau. La pratique de la défécation à l'air libre a été observée sur les sites car les latrines sont insuffisantes ou pleines et les pratiques hygiéniques ne sont pas appropriées. Les familles d'accueil ne disposent pas de latrines et de douches pour leurs besoins. On note également une insalubrité générale dans les communes.

Dans ce contexte, les risques de santé deviennent accrus avec l'augmentation des populations vulnérables et le manque de moyens humains et matériels.

Sept écoles sont en situation de fermeture dans les arrondissements de Kaobagou et de Firou, en commune de Kérou. Cette situation affecte 1 412 élèves (dont 517 filles). Il est à noter qu'avant cette crise, quatre écoles primaires publiques étaient déjà fermées dans le même département depuis fin mars. Toutes ces écoles sont dans les communes de Matéri (Porga) et de Kérou. Les écoles des zones d'accueil deviennent progressivement surpeuplées, ce à quoi s'ajoute un manque de ressources humaines et matérielles et des pressions sur les contributions par rapport aux repas scolaires. Par ailleurs, et selon le rapport de la mission d'évaluation multisectorielle d'évaluation des besoins Nations Unies – gouvernement, 34 % des personnes déclarent qu'il y a eu des écoles détruites ou endommagées. Il est à noter que cette destruction est due aux intempéries (essentiellement des fortes pluies qui endommagent des salles de classes). L'effort en matière d'intégration durable des personnes déplacées se révèle donc crucial d'autant plus que, selon la mission d'évaluation conjointe multi-sectorielle⁶, 35 à 38 % des demandeurs d'asile/refugiés et individus ne souhaitent pas retourner dans leur pays d'origine (alors que 62 % à 65 % ont indiqué qu'ils reviendraient dès qu'ils y seraient en sécurité), ce qui amplifie les besoins sur le plus long terme. Les personnes déplacées pour la majorité vivent à plusieurs au sein de familles d'accueil dans des abris de fortune aux espaces exigus, sans matelas ni moustiquaires. Ces abris n'offrent aucune garantie sécuritaire et ne facilitent pas le respect de l'intimité ou de la vie privée.

Les autorités locales sont néanmoins inquiètes en ce qui concerne la gestion des flux de personnes déplacées et la situation sécuritaire avec leurs conséquences déjà perceptibles (mariage et accouchement précoces des filles, enrôlement des jeunes dans des groupes à risques, pressions démographiques, pressions sur les ressources naturelles, pollution par les déchets divers dans les localités, émergence de crises sanitaires, etc.). De plus, le couvre-feu instauré dans le nord du pays affecte le fonctionnement des structures de santé.

Pour exercer les compétences des communes et améliorer le cadre et les conditions de vie des populations, la loi prescrit à chaque commune l'obligation de disposer d'un outil de planification locale; autrement dit, d'un plan de développement local dont l'élaboration suit une méthode bien définie.

Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG), victimes de menaces de groupes armés non étatiques (GANE), ont quitté l'Atacora. Les actions visant les changements de pratiques et comportements, notamment en lien avec les aspects «égalité entre les femmes et les hommes» et «droits de l'homme» sont les plus touchées. Les ONG qui sont toujours sur place, telles que Handicap International (HI), financé par DG ECHO, ont toutes renforcé leurs procédures sécuritaires.

80 % des déplacés dans le département de l'Atacora sont des femmes, des jeunes et des enfants qui constituent des groupes très vulnérables. La vulnérabilité des communautés déplacées et d'accueil s'accroît du fait des situations sociales et économiques qui se dégradent, de la perte des moyens de subsistance, des emplois et des activités économiques. Les ménages touchés par la crise, les déplacés, les réfugiés et les communautés d'accueil font face à un manque de ressources économiques pour acheter des vivres sur les marchés (qui sont fonctionnels). D'autres dépenses pèsent sur les ménages déplacés, comme par exemple le fait de devoir payer un loyer. Les ménages déplacés pèsent sur les finances et les ressources des communautés d'accueil. En effet, dans l'Atacora, environ 41 % des ménages d'accueil ont mis en place des stratégies pour faire face à la situation sécuritaire actuelle ou à l'arrivée des déplacés, comme par exemple: la réduction du train de vie, plus de vigilance, l'apport de repas aux populations déplacées internes (PDIs), l'entraide, un projet communautaire sur la cohésion, le renforcement de la dénonciation et de la collaboration avec les forces de défense et de sécurité (FDS), les travaux journaliers, la location de terres cultivables. Les données montrent que les principales sources de revenu des zones touchées (commerce, élevage, agriculture) ont été très impactées par la situation sécuritaire et liée aux déplacements (71 %) ou risquent de l'être (12 %).

⁶ En mai 2023, une mission d'évaluation multi-sectorielle a été organisée à la demande du gouvernement du Bénin au Système des Nations Unies (SNU) afin de répondre à la situation des nouveaux arrivés du Togo (environ 1 400 personnes au moment de la demande) dans l'Atacora au début de 2023, en plus des Burkinabés qui ont commencé à arriver dans le département en 2021.

La situation d'insécurité amplifie les défis liés à la protection, notamment l'accès humanitaire, rendu plus difficile par les difficultés logistiques, le manque d'analyses sécuritaires pragmatiques, les conditions routières et l'isolement des personnes déplacées et des communautés d'accueil. Par ailleurs, le rapport annuel de 2022 du ministère des affaires sociales et de la microfinance met en évidence un total de 862 cas de violence sexiste, contre 180 nouveaux incidents pour le premier trimestre 2023 dans le département de l'Atacora. Les personnes déplacées sont plus susceptibles d'être victimes de violences basées sur le genre (VBG).

Enfin, les communes et localités d'accueil sont confrontées périodiquement à des perturbations climatiques telles que les sécheresses, les inondations ou les tempêtes. Ces aléas climatiques ont des impacts négatifs qui se traduisent par une réduction de la production, des pertes agricoles, des difficultés d'accès aux marchés et une baisse des revenus. Les impacts perceptibles sont la réduction de la disponibilité des aliments dans les localités, les pertes liées aux conditions extrêmes et l'augmentation des coûts de production. Les évolutions de la situation sécuritaire et les conséquences sociales et économiques ajoutées aux conditions climatiques difficiles viennent accroître la vulnérabilité des systèmes et des populations.

Principales parties prenantes et questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Du côté béninois, les parties prenantes sont les populations déplacées et réfugiées, les communautés d'accueil et les populations du nord dans leur ensemble. Les autorités communales, les groupements intercommunaux, les services déconcentrés de l'État, l'Agence nationale de protection civile (ANPC), le ministère de la décentralisation et de la gouvernance locale, l'Agence béninoise de la gestion intégrée des espaces frontaliers (ABeGIEF), les gestionnaires des parcs nationaux sont à la fois bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre, au même titre que les opérateurs locaux et entrepreneurs, bénéficiaires directs et indirects de l'action.

Les capacités des communautés d'accueil sont limitées pour répondre aux besoins minimums des déplacés. Les plans communaux de contingence (PCC) ne sont pas toujours à jour face aux nouvelles problématiques, et même quand ils le sont, grâce à l'appui de l'ANPC ou de partenaires techniques et financiers, le budget communal est insuffisant pour les mettre en œuvre. Les capacités de réaction des acteurs gouvernementaux et intervenants (ONG, Services déconcentrés de l'État etc.) sont également réduites face aux besoins en matière de subsistance, de sécurité, de santé, d'hébergement, d'intégration et de sécurité des personnes déplacées et des communautés d'accueil. Bien qu'ayant un rôle primordial dans la réponse à l'arrivée de personnes déplacées, réfugiées ou en situation de demande d'asile, et malgré les efforts déployés dès les premières attaques, l'ANPC n'est pas en mesure de gérer cette nouvelle situation d'afflux de populations, même si son mandat comprend la protection des réfugiés et des apatrides.

Au sein de la direction de la protection et de l'assistance humanitaire se trouve le service de la protection des personnes réfugiées et déplacées internes. Suite aux premières attaques dans le nord, l'ANPC a soutenu la révision des plans communaux de contingence, et même l'élaboration de plans de contingence spécifiques aux réfugiés (par exemple, dans la commune de Matéri, adopté par le conseil communal le 31 octobre 2022). L'ANPC a également géré l'assistance du Gouvernement aux demandeurs d'asile (en vivres et en non-vivres, prise en charge de soins sanitaires, autonomisation et insertion professionnelle des familles, scolarisation, soutien psychologique, etc.), mais les besoins dépassent largement les capacités. L'ANPC a par ailleurs contribué à la vulgarisation de la loi 2022- 31 du 20 décembre 2022 portant statut des réfugiés et des apatrides en République du Bénin aux demandeurs d'asile togolais et réfugiés burkinabais de Tanguiéta et Matéri, aux centres de promotion sociale (CPS) et aux FDS. Mais les défis, quoique relativement bien identifiés, restent importants.

Les centres de promotion sociale (CPS) sont des complexes d'appui au développement des communautés à la base. Ils ont pour mission de veiller à l'application des politiques et stratégies du ministère des affaires sociales et de la microfinance dans les différentes communes. Ils s'occupent de la prévention et de la gestion des risques sociaux encourus par les populations, et particulièrement les groupes vulnérables. Ils jouent un rôle essentiel dans la prise en charge et l'intégration des populations déplacées et vulnérables.

L'Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers (ABeGIEF), sous tutelle du ministère de l'intérieur et de la sécurité publique (MISP), est chargée –entre autres choses– de promouvoir la sécurité humaine et le développement harmonieux dans les espaces frontaliers. S'alignant sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), les interventions visent l'accroissement de l'offre de services universels de base et portent principalement sur la construction d'infrastructures sociales et économiques dans les zones frontalières. L'agence

dispose d'une base de données des communes et villages les plus vulnérables⁷, mise à jour, avec l'appui de la Banque mondiale, en septembre 2023, et qui sera utile pour cibler les lieux d'intervention. L'ABeGIEF sera par conséquent un acteur incontournable dans la mise en œuvre de cette action.

L'ONG African Parks Network dispose d'une délégation de gestion des parcs de Pendjari et de W (13 000 ha) attribuée par le gouvernement en 2017 et 2020 respectivement. L'ONG met en œuvre ses plans de gestion, dont l'une des principales composantes consiste à soutenir les populations et communautés vivant en périphérie des parcs. Elle travaille ainsi étroitement avec les autorités communales et les principales organisations de la société civile, et en particulier les associations villageoises de gestion des réserves de faune (AVIGREF) qui disposent d'un réseau de représentants couvrant les villages les plus enclavés de l'Atacora et de l'Alibori.

Au Togo, l'action porte en particulier sur les secteurs de l'eau potable, de l'assainissement (le secteur hygiène & santé est couvert par l'assainissement) et de l'agriculture (petite irrigation en appui à l'agriculture de subsistance).

Les secteurs eau potable, assainissement et agriculture sont encadrés par plusieurs textes de politique générale et sectorielle de référence au Togo. Ils comprennent entre autres:

Politique générale

- Le plan national de développement du Togo (PND 2018-2022)
- La feuille de route gouvernementale (Togo 2020-2025)
- La loi n°2019-006 du 26 juin 2019 portant modification de la loi n°2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales.

Politique sectorielle de l'eau et assainissement

- La politique nationale de l'hygiène et de l'assainissement de base au Togo (PNHAB 2014-2018)
- Le plan d'action national du secteur de l'eau et de l'assainissement (PANSEA 2011-2015);
- La loi n° 2010-006 portant organisation des services publics de l'eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées domestiques;
- La stratégie d'approvisionnement en eau potable au Togo - avril 2021

Politique sectorielle de l'agriculture

- La politique agricole assortie du plan stratégique pour la transformation de l'agriculture au Togo (PA-PSTAT 2015-2030)
- Le programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN 2017-2026)

Ces politiques/stratégies nationales sont complétées par plusieurs stratégies de développement sous-sectorielles élaborées récemment pour les productions végétales, l'élevage et la pêche & l'aquaculture.

L'action sera **implantée dans les communes et coordonnée sur le terrain par les services décentralisés du ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise**, qui ont l'organisation et les responsabilités suivantes:

- Le ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise (MEHV) est en charge de la politique et des stratégies pour le secteur de l'eau et de l'assainissement. L'action se déroulant exclusivement **en milieu rural**, le MEHV sera maître d'ouvrage et il délèguera à ses services déconcentrés la responsabilité de la coordination sur le terrain.
- Au niveau des collectivités territoriales, les communes donnent un avis consultatif sur les plans d'adduction d'eau⁸ et sont en première ligne dans la lutte contre l'insalubrité.
- Les comités de gestion de l'eau pour l'adduction d'eau potable et les comités d'hygiène dans les écoles primaires sont les OSC locales essentielles dans le dispositif car elles assurent: i) le suivi quotidien des infrastructures mises en place et d'autre part ii) leur gestion durable. Ce dispositif est complété par la formation d'artisans réparateurs des AEP et systèmes solaires qui interviennent à la demande des comités. Les expériences antérieures (voir également 3.4) ont montré que le succès du projet repose sur la création préalable de ces OSC avant le démarrage des travaux.

En résumé, les bénéficiaires de l'action sont les suivants:

⁷ Basée sur 5 indices de vulnérabilité

⁸ Les communes ont une responsabilité claire en ce qui concerne pour la planification, l'organisation et l'enlèvement l'enlèvement des déchets ménagers ainsi que le traitement des boues de vidange.

- les **bénéficiaires directs**: les populations usagères (locales, déplacées et réfugiées) des écoles primaires et des unités de soins périphériques retenues et, de façon plus générale, les communautés rurales voisines de ces infrastructures sociales dans les zones à forte concentration de déplacés forcés;
- les **bénéficiaires indirects**:
 - o les autorités préfectorales et services déconcentrés des ministères suivants: i) ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise, ii) ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, iii) ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins, iv) ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural et v) ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires;
 - o les communes et les autres instances de gestion locale;
 - o l'Agence nationale de gestion de l'environnement au Togo (ANGE);
 - o les opérateurs locaux, les entrepreneurs et les coopératives agricoles.

Du côté européen, les parties prenantes sont:

- porteurs de l'action: UE et la France (AFD – projet PASSCO3)

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de renforcer les capacités de résilience des populations, des communautés et des institutions étatiques du nord du Togo et du Bénin afin de limiter l'ampleur de la pression sécuritaire et à la suite du déplacement forcé des populations lié à la crise sahélienne.

Les objectifs spécifiques de cette action sont:

1. OS1 – Renforcer la fréquentation des infrastructures sociales modernisées (telles que les écoles et les centres de santé) par les populations locales et déplacées, et améliorer l'emploi des jeunes dans l'agriculture de subsistance adaptée au changement climatique, au sein de la région des Savanes et de la Kara (Togo).
2. OS2 – Améliorer l'accès équitable aux services socio-communautaires de base pour l'ensemble des populations (locales et déplacées) dans les départements de l'Atacora et l'Alibori (Bénin).

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

Produit 1.1 (OS1): l'adduction d'eau potable solaire et multi-usages est mise en place, fonctionnelle et organisée pour approvisionner durablement en eau potable les écoles primaires, les centres de santé et le centre des communautés rurales voisines.

Produit 1.2 (OS1): au sein des centres de santé, une filière de la chaîne du froid basée sur l'énergie verte pour la conservation des vaccins et médicaments est mise en place, fonctionnelle et organisée.

Produit 1.3 (OS1): dans les écoles primaires et les centres de santé, l'assainissement moderne améliorant les conditions d'hygiène est mis en place et fonctionnel.

Produit 1.4 (OS1): une filière de production agricole de contre-saison adaptée au contexte climatique et socio-environnemental est mise en place, fonctionnelle et organisée au sein des écoles primaires (jardins potagers des écoles) et à proximité des communautés voisines.

Produit 1.5 (OS1): les capacités des services décentralisés de l'État et des bénéficiaires sont renforcées et permettent une gestion durable des infrastructures mises en place.

Produit 2.1 (OS2): le maillage des infrastructures de base est renforcé dans les zones – y compris les plus enclavées – accueillant des personnes déplacées et dont les besoins sont insuffisamment couverts.

Produit 2.2 (OS2): la gouvernance locale est améliorée, permettant une meilleure planification, une gestion efficace, une redevabilité et une coordination des réponses aux chocs menées par les diverses institutions œuvrant dans le domaine de la protection civile et de l'appui aux populations sur l'ensemble des territoires communaux.

3.2 Activités indicatives

TOGO

Les activités relatives aux **produits 1.1 à 1.4** sont les suivantes:

- réaliser les actions d'intermédiation sociale (approche participative avec les communautés locales, mise en place de comités de gestion et d'hygiène, choix de sites, etc.);
- réaliser les études techniques des infrastructures sociales et productives (dont opportunités d'infrastructures socio-collectives porteuses de cohésion sociale supplémentaire, notamment dans les secteurs du sport et de la culture) – Faisabilité technique considérant l'impact de l'augmentation des prélèvements par forage sur la durabilité de la ressource en eau souterraine, APS, APD, EIES et élaboration de DAO;
- superviser les marchés de travaux et d'équipements;
- mettre en place et gérer la mission de contrôle et de surveillance des travaux;
- préparer la gestion et la maintenance des infrastructures et des équipements.

Les activités relatives au **produit 1.5** qui accompagnent le démarrage de la gestion des infrastructures sont les suivantes:

- sur la base des éléments de l'expérience en phase d'exécution du projet et des orientations politiques définies, les activités comprendront notamment:
 - o une étude sur la délégation de services publics (DSP) des mini-AEP, incluant la faisabilité d'une approche de recouvrement des coûts,
 - o l'appui à la mise en œuvre d'une phase pilote de la DSP;
- la clé du succès du projet réside dans la sensibilisation et l'intermédiation sociale conduisant à la création des comités de gestion de l'eau et d'hygiène dans les écoles. Les activités concerneront le renforcement des capacités de l'UGP, des DREHV et des parties prenantes notamment sur:
 - o l'intermédiation sociale,
 - o la création de comités de gestion et de comités d'hygiène associée à la sensibilisation à l'hygiène, à l'adaptation au changement climatique et à la gestion durable,
 - o la gestion et la maintenance des équipements liés à l'eau et à l'assainissement,
 - o la formation des artisans réparateurs.

Sans ce montage institutionnel local et les formations ad hoc qui l'accompagnent, les travaux ne peuvent démarrer, car l'aspect «appropriation et gestion de l'infrastructure» fera défaut au sein de la communauté. Ce dispositif s'accompagne d'un réseau d'artisans réparateurs qui interviennent à la demande des comités et participe à la gestion durable des infrastructures. Enfin, le renforcement des capacités des services de l'État est une nécessité pour s'assurer d'une maîtrise d'œuvre efficace dans le déploiement du projet.

BÉNIN

Activités liées au produit 2.1:

- Soutien aux projets de construction de services essentiels communautaires (le soutien à la construction et à la réhabilitation de services communautaires essentiels recensés via des PLD de manière participative).
- Protection environnementale et atténuation des risques climatiques.
- Développement de projets d'infrastructures dans les territoires enclavés des communes ciblées.
- Coordination des projets d'infrastructure par les autorités municipales.

Activités liées au produit 2.2:

- Renforcement de la gouvernance locale.
- Facilitation des dialogues communautaires pour prévenir les conflits potentiels et conduite d'efforts de communication pour favoriser une participation inclusive.

- Harmonisation et approbation des différentes priorités recensées au moyen de dialogues entre les autorités communales et les autres parties prenantes (associations d'usagers, associations intercommunales, etc.).

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe prévue dans ce document d'action sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une augmentation du niveau de service du projet PASCO III et fait suite aux projets PASCO I et II. La faisabilité du projet a été suivie directement par l'AFD et les comités de gestion mis en place depuis 2012 donnent des résultats satisfaisants. Le projet ira plus loin puisque dans le cadre de cette action, une étude de faisabilité pour une délégation de services publics sera initiée pour la gestion des AEP multifonctions.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinents pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique). Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat doivent être pris en considération au cours de la conception.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en considération au cours de la conception).

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) qu'au Bénin, cette action est à risque modéré (le risque climatique sera pris en considération dans le cadre d'une EIE), et qu'au Togo, cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Au Togo, l'action privilégiera des solutions techniques durables participant activement à la protection de l'environnement comme la mise en place de systèmes solaires pour l'AEP multi-usages et l'approvisionnement en électricité des centres de santé.

Au Bénin, les modèles climatiques actuels prévoient une désertification accélérée dans le nord du Bénin, accompagné d'une multiplication des épisodes de pluies torrentielles et d'inondations. Les scénarios de changement climatique montrent ainsi que certaines parties des zones de production des cultures de base pourraient connaître une réduction des précipitations ainsi qu'une augmentation moyenne de 2°C de la température, avec des effets négatifs importants sur les rendements (baisse de 5 à 25 % pour le maïs, par exemple). De plus, l'allongement de la saison sèche et l'irrégularité des pluies ont un effet global sur la production agricole en générant des retards de semis, la baisse de rendement des récoltes, ou encore la recrudescence des maladies et ravageurs des cultures. Sans mesures d'adaptation telles que l'amélioration des systèmes de culture et l'irrigation, la production agricole devrait diminuer de 3 à 18 % en 2025. Ces conséquences auront également un impact sur les autres secteurs, économique comme sécuritaire.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que la perspective de genre sera prise en compte dans la planification des actions de développement au niveau local et en particulier des infrastructures de base.

Cela implique que l'action participe à la promotion de l'égalité des genres en favorisant l'accès des filles à l'éducation notamment par: i) la réduction des tâches domestiques liées à la recherche de l'eau.; ii) l'installation de blocs sanitaires améliorés et sécurisés et l'accès à l'eau potable dans les écoles primaires.

Le développement d'infrastructures est tout sauf neutre. La manière dont ces investissements sont planifiés, conçus, construits et exploités a un impact indéniable sur les dynamiques de genre. On pense notamment à l'accès des femmes aux opportunités que véhiculent ces projets, tant en termes de qualité, d'inclusivité que du prix des services qu'ils fournissent. A cet égard, de bonnes pratiques ont déjà été recensées par l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB) et seront appliquées dans la mesure du possible.

Par ailleurs, la perspective de genre dans les déplacements forcés sera appliquée lors de la mise en œuvre de l'action. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons déplacés de force constituent un groupe hétérogène. Le besoin de protection spécifique et d'accès aux services, aux opportunités économiques et à la prise de décision pour les filles, et les femmes est aussi important à souligner. Il s'agira de veiller à ce que leur participation aux activités du projet soit priorisée, qu'elles soient soutenues à travers des associations de jeunes (à forte mixité de genre) et/ou de femmes, en vue d'améliorer la gouvernance locale.

La production de données désagrégées minimum par sexe sera assurée.

L'action va contribuer à la réalisation du GAP III, en particulier les domaines thématiques «promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes» et «relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique».

Droits de l'homme

Chacune des actions envisagées adoptera une approche basée sur les droits de l'homme (ABD). Pour les porteurs/titulaires d'obligation, les opérateurs veilleront au rappel du respect des normes et obligations (protection des données individuelles, respect des droits de l'homme) et accompagneront les porteurs d'obligation pour un contrôle effectif de leur respect. Pour les détenteurs/titulaires de droits, les actions mettront en place des outils d'information et de sensibilisation de la population sur leurs droits, ainsi qu'un mécanisme de participation aux diagnostics et à l'évaluation.

Au Bénin, l'action garantira l'accès à l'information et la sensibilisation des réfugiés fuyant le Burkina Faso et le Togo pour connaître leurs droits et à l'accès à l'assistance et aux services par l'intermédiaire des canaux préférés et fiables de la communauté et en veillant à soutenir la participation et la capacité des acteurs communautaires, y compris les organisations dirigées par des réfugiés et des femmes et d'autres organisations communautaires.

Au Togo, l'action sera attentive aux questions des droits de l'homme et notamment ceux des réfugiés, qu'il s'agisse de droits fondamentaux, de droits liés au travail ou des droits de l'enfant. Dans toutes les activités, la cohérence avec la promotion des droits de l'homme sera assurée.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique en particulier que les infrastructures de base qui seront construites ou réhabilitées devront être accessibles aux personnes en situation de handicap.

Une attention sera par ailleurs accordée à la prévention avec une sensibilisation aux engins explosifs improvisés, à leur détection et aux procédures à suivre.

L'amélioration de l'accès et de la qualité des produits de santé en Afrique profitera surtout aux personnes handicapées, aux patients chroniques et aux personnes âgées, particulièrement en zones rurales, face à un accès limité (15-25 % selon l'OMS) aux produits d'assistance. Cette initiative mettra l'accent sur l'intégration des personnes handicapées au moyen du renforcement des compétences, de formations, de consultations, et de perspectives d'emploi, assurant l'accessibilité. La collaboration avec les autorités locales, la société civile et les organisations de personnes handicapées sera essentielle pour traiter les questions de genre et les questions liées à l'éthique, à la jeunesse, à l'emploi et aux inégalités, ainsi que pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des actions.

Réduction des inégalités

Malgré le contexte économique positif, la situation sociale du Bénin est fragile et les inégalités se résorbent peu. L'action ciblée sur les territoires du nord participera d'ailleurs à lutter contre le déséquilibre territorial en matière d'investissements de l'État entre le nord et le sud du pays, lequel est souvent dénoncé par les populations du nord. Dans les zones rurales et les départements du nord, les inégalités ont même tendance à s'accroître. L'action tiendra compte des disparités régionales en termes de sécurité alimentaire, de nutrition et de diverses formes de vulnérabilité, notamment dans le département de l'Atacora au Bénin. On y observe en particulier une modification du parcellaire foncier, avec l'apparition de vastes exploitations tournées vers les cultures de rentes, aux dépens des petites exploitations familiales particulièrement vulnérables, repoussées dans les espaces les plus enclavés. En visant en priorité ces populations les plus vulnérables, les femmes et les jeunes en particulier, mais aussi les populations déplacées, une partie de l'action s'attachera en priorité à travailler sur les inégalités d'accès aux ressources et aux services sociaux de base.

Démocratie

Le projet donne une place importante aux initiatives de démocratie locale participative, associant toutes les parties prenantes concernées. Aussi, en appuyant les acteurs de la gouvernance locale et en intégrant l'ensemble des acteurs des territoires du nord du Bénin, l'action entend faciliter les espaces de dialogue. Tenant compte du contexte opérationnel au Togo, du choix définitif des sites et de la gestion durable des infrastructures, un dialogue entre les communes, les services déconcentrés des ministères concernés et le maître d'ouvrage devra intervenir dès le démarrage et tout au long de l'action. Ce dialogue s'inscrit dans le respect des prérogatives institutionnelles et administratives de chacun des acteurs.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'action vise dans sa globalité à augmenter les capacités de résilience des populations et des communautés des zones cibles dans un contexte de dégradation du climat sécuritaire. Le renforcement de la résilience et de l'accès aux ressources et aux services sociaux de base pour les populations les plus vulnérables est susceptible de contribuer à freiner les activités illicites et les recrutements opérés par les groupes armés parmi les jeunes de la région. L'action proposée accordera également une importance particulière aux questions foncières et de gestion des ressources, qui sont souvent aux centres des conflits communautaires, en particulier au sein des communautés les plus isolées et autour des espaces forestiers et des parcs.

L'action veillera à intégrer dans le cadre des activités une analyse et une surveillance renforcées de la gestion des risques et de la sensibilité aux conflits dans le respect du principe consistant à «ne pas nuire».

Réduction des risques de catastrophes

Bien que cette action soit principalement axée sur les déplacements forcés dus aux conflits, il existe des relations complexes entre les conflits, les déplacements, la dégradation de l'environnement et les impacts du changement climatique. Lors de l'élaboration de solutions durables, les moyens de subsistance et les compétences des personnes déplacées de force et de leurs communautés d'accueil seront dûment pris en compte en offrant des possibilités de nouvelles sources de revenus, ce qui permettra de réduire les inégalités dans l'accès aux ressources naturelles.

Les approches participatives visant à renforcer les capacités d'innovation des acteurs locaux les aideront à s'adapter aux chocs et à gérer les risques.

Un appui à la révision des plans communaux de contingence (PCC) est envisagé dans le cadre de l'action par l'intermédiaire de l'ANPC.

Autres considérations, le cas échéant

Au Togo, la malnutrition causée par l'infestation de vers intestinaux rend les enfants moins disponibles à l'éducation. Le manque de latrines dans les écoles tend à réduire la fréquentation scolaire des filles. Les maladies d'origine hydrique causées par l'insalubrité (et principalement le paludisme) restent les cas les plus fréquemment

rencontrés dans les centres de santé. L'action s'attachera à favoriser au sein des communautés une prise de conscience élargie des rapports existants entre le manque d'hygiène et les maladies qui en découlent (en travaillant en étroite collaboration avec les comités d'hygiène dans les écoles primaires).

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (fort/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
1- Environnement externe	<p>Risque 1</p> <p>La montée de l'instabilité dans le nord (par exemple l'aggravation des tensions sociales et/ou des mouvements de groupes armés) se traduit par des risques sécuritaires accrus pour les bénéficiaires, les opérateurs de mise en œuvre et les autres parties prenantes du projet.</p>	Moyenne	Fort	Les évolutions au niveau de la situation sécuritaire seront suivies attentivement tout au long du projet, et en lien avec les autorités gouvernementales, afin de garantir la sécurité des acteurs. En cas de montée de l'instabilité, les différentes parties prenantes du projet décideront des dispositions nécessaires à prendre pour la sauvegarde ou la modification des interventions.
1 - Environnement externe	<p>Risque 2</p> <p>Les aléas climatiques (inondations et sécheresses) constituent des risques potentiels pouvant affecter l'accès aux services sociaux de base, les rendements agricoles, les disponibilités alimentaires et les revenus des ménages, et contribuer à l'instabilité de la région.</p>	Moyenne	Moyen	<p>Les capacités des acteurs en charge de la prévention et gestion des risques et catastrophes seront renforcées à travers l'appui à l'Agence nationale de protection civile.</p> <p>Par ailleurs, des travaux d'intérêt général contribuant à la protection contre le ravinement des pluies, la reforestation, l'entretien de chemins d'accès aux marchés, etc. pourront venir atténuer les risques liés aux catastrophes. Enfin, l'action sera menée en synergie avec d'autres programmes soutenant l'agriculture et les revenus des ménages (programme PRONORD)</p>
1 - Environnement externe	<p>Risque 3</p> <p>Au niveau national, moindre volonté politique pour mettre en œuvre des politiques publiques visant l'atténuation des conséquences de l'expansion du terrorisme et des déplacements de population au profit du tout sécuritaire.</p>	Faible	Moyen	Renforcement du dialogue politique enclenché au niveau central et suivi de la mise en œuvre du programme d'urgences de la région des Savanes.

1 - Environnement externe	<p>Risque 4</p> <p>Difficultés des populations à accepter les infrastructures sociales et productives proposées dans le cadre de l'action</p>	Faible	Fort	<p>Avant le lancement des appels d'offres, vérifier l'adéquation des technologies proposées avec les réalités sociales et les attentes des communautés locales et réfugiées. Assurer le lien des actions avec les orientations de la stratégie d'approvisionnement en eau potable au Togo (2021) qui avait été construite sur la base des échanges avec les comités de gestion de l'eau et les représentants des communautés.</p>
2 - Planning, procédures et systèmes	<p>Risque 5</p> <p>Les élections présidentielles de 2025 au Togo et de 2026 au Bénin entraînent un désengagement accru des agences gouvernementales ainsi que des perturbations du climat social au niveau local.</p>	Moyenne	Fort	<p>Évaluer les vulnérabilités connexes et concevoir un plan d'action, tout en travaillant avec les partenaires locaux pour assurer la durabilité des activités. Envisager une suspension momentanée des activités en attendant que le climat politique se calme.</p>
3 - Personnes et organisation	<p>Risque 6</p> <p>Duplication importante avec d'autres programmes qui peuvent générer des interférences dans la réalisation des objectifs du projet.</p>	Moyenne	Moyen	<p>Des recherches et discussions préalables avec d'autres organisations actives dans les zones d'intervention ont été conduites afin d'éviter les duplications et favoriser les synergies.</p> <p>Des groupes de coordination existent d'ores et déjà au niveau des capitales et sur le terrain.</p>
3 - Personnes et organisation	<p>Risque 7</p> <p>Des incohérences ou des méthodes divergentes entre organisations partenaires concernant des questions de mise en œuvre ou d'autres sujets réduisent la capacité à obtenir les résultats souhaités.</p>	Moyenne	Moyen	<p>Un haut niveau de communication sera établi entre les partenaires afin de désamorcer les conflits éventuels. En cas de divergences d'opinions, le comité de pilotage sera chargé de donner les directions à suivre.</p>
3 - Personnes et organisation	<p>Risque 8</p> <p>Faible capacité de gestion des infrastructures de la part des directions régionales du MEHV et des communautés locales</p>	Elevée	Moyen	<p>Le Produit 5 prévoit i) le renforcement des capacités (DR MEHV, des communes et communautés rurales); ii) une étude sur la délégation de services publics des mini-AEP et PMH et une phase pilote d'opérationnalisation.</p>
2 - Planning, procédures et systèmes	<p>Risque 9</p> <p>Les différents aspects de la vulnérabilité (âge, sexe, handicap, revenu, etc.) sont considérés comme</p>	Moyenne	Fort	<p>Le concept de vulnérabilité sera compris dans son intersectionnalité. L'analyse de distribution d'impact (DIA), puisqu'elle permet de recenser ex ante les vulnérabilités croisées, pourrait être utilisée comme</p>

	indépendants les uns des autres, créant le risque de réduire l'inégalité pour l'aspect ciblé par le programme tout en augmentant le niveau d'inégalité pour les autres.			instrument de planification et donc limiter le risque.
2 - Planning, procédures et systèmes	Risque 10 Conflit dans l'usage de l'eau entre son caractère social et productif.	Elevée	Fort	Renforcement des capacités spécifiques pour les comités de gestion de l'eau qui devront arbitrer entre les besoins en eau pour les activités sociales et productives au niveau local (produit 5).

Enseignements tirés:

TOGO

Après plus d'un an de mise en œuvre du PURS, les résultats obtenus sont encourageants et l'action devrait permettre d'avancer dans les objectifs du PURS et les ODD du Togo. L'action vient renforcer les résultats suivants du PURS:

- Accès à l'eau potable: extension à près de 80 000 nouvelles personnes, faisant progresser le taux de desserte en milieu rural, de 64 % en 2021 à 73,5 % en 2022.
- Accès à l'énergie: le taux moyen d'accès à l'électricité a atteint 66 %, 15 000 ménages supplémentaires ont été raccordés à l'électricité (faisant passer le taux de 22 % en 2021 à 27 % en 2022 dans les Savanes).
- Agriculture: plus de 1 000 hectares de bas-fonds ont été aménagés et plus de 21 000 tonnes d'engrais vivriers ont été distribuées ; des kits d'irrigation ont aussi été fournis et des forages ont été construits.

L'action vient compléter aussi les programmes européens nationaux⁹ et régionaux (migration, sécurité, gestion des frontières, développement local et gestion forestière) ainsi que ceux du FPI et d'ECHO dans une approche HDP et un esprit Equipe Europe (redynamisé ces dernières années et conforté par une collaboration décennale entre l'UE et l'AFD, notamment dans les domaines de l'eau et de l'assainissement).

Au niveau technique, les réponses proposées par l'action ont été éprouvées avec succès sur des sites des forages du PASSCO I et du PASSCO II (en cours). Elles sont assez classiques dans le domaine de l'hydraulique rurale et sont donc bien maîtrisées par les bureaux d'ingénierie et les entreprises spécialisées (même si le taux de réussite des forages dépend de l'hydrogéologie). De plus, les interventions techniques post-construction des solutions proposées sont limitées à la maintenance des pompes et à l'entretien semestriel/annuel des panneaux solaires par les artisans réparateurs locaux, qui ont déjà bénéficié d'une formation sur la maîtrise et l'entretien des systèmes solaires dans le cadre du programme CIZO (financé par la BAD).

L'expérience des projets PASSCO montre que **l'adhésion des populations, via les comités de gestion, est primordiale pour l'implantation des ouvrages et la construction de cohésion sociale** sur la base d'un service de qualité. Le tarif est déterminé par le comité. Les collectes de fonds réguliers sont rares. Les dépenses sont plutôt organisées de manière curative lors des pannes. Les plus pauvres ont donc accès au mini-AEP sans contribution excessive. Par ailleurs, aucun incident n'a été signalé avec des éleveurs transhumant sur les PMH du PASSCO.

BÉNIN

L'action repose sur les leçons apprises et les résultats des interventions antérieures. Elle bénéficie en premier lieu des acquis des programmes d'appui budgétaire du 11^e FED, du programme d'appui au développement durable du secteur agricole (PADDSA FED/037-901) et du programme d'appui au développement territorial (PADT FED/038-572). Ces deux programmes ont contribué à renforcer les capacités des autorités locales dans la gestion intégrée des dynamiques

⁹ Au Togo, l'action s'inscrit dans le prolongement des projets de l'UEUE dans le domaine de l'eau et de l'assainissement (PEAT 1&2) et des appuis au développement de filières durables de gestion des déchets ménagers dans les communes (notamment à Dapaong et Kara). Elle s'inscrit également dans le prolongement des actions de la GIZ et de l'AFD dans la région des Savanes dans différents secteurs, tels que l'énergie, l'eau et, l'éducation.

de développement rural (en particulier sur la gestion des investissements d'appui à la production et des infrastructures de base). L'action présente s'appuie donc sur un socle solide et sur des structures de coordination locale bien opérationnelles.

L'intervention s'appuie également sur les premiers acquis des actions menées dans le cadre du programme PRONORD (ACT-61767), dans le domaine de l'agriculture résiliente, de la restauration des paysages, de l'entrepreneuriat, tout en abordant le renforcement économique individuel pour contrer l'insécurité alimentaire et offrir des perspectives économiques aux jeunes. Ce programme met également l'accent sur le renforcement des capacités des forces de défense dans l'ensemble du nord, sans prévoir de développement infrastructurel majeur.

L'action sera menée en coordination avec les autres programmes financés par l'Union européenne dans le pays, en particulier *PRONORD* (qui couvrira l'accompagnement économique «individuel»: entrepreneuriat, conseil agro-écologique des exploitations les plus vulnérables, etc., comme réponse à l'insécurité alimentaire et à l'absence de perspectives économiques pour les jeunes, avec en plus un volet de renforcement des capacités des forces de défense), *Consolidation de la Paix au Bénin à travers la prévention de l'extrémisme violent (CPBPEV)* (en cours jusque fin 2024 et appuyant le rôle des médias et les initiatives locales dans la prévention de l'extrémisme violent), outre quelques infrastructures sociocommunautaires dans l'Alibori, *Zones frontalières pacifiques et résilientes III* (qui s'attachera à travailler sur le développement transfrontalier, services et infrastructures transfrontalières), *NaturAfrica Bénin*, et le *Community Empowerment and Social Cohesion* (qui facilitera l'accès au droit et à la politique du territoire, au logement, terre et propriété (HLP), l'accès à la documentation civile, etc.).

Les services compétents de la Commission, y compris ECHO et FPI, seront étroitement associés à la mise en œuvre de cette action afin de veiller à ce que les enseignements tirés du volet humanitaire soient également pleinement intégrés dans l'esprit du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est que:

Les produits attendus de cette intervention visent à renforcer les infrastructures, à améliorer la gouvernance locale et à accroître les perspectives économiques. Ces efforts contribueront aux **objectifs spécifiques** en répondant directement aux besoins essentiels des populations vulnérables, facilitant ainsi leur autonomie et leur résilience face à divers défis. Cette hypothèse s'appuie sur des preuves tirées d'interventions antérieures qui ont démontré l'efficacité de telles approches pour améliorer les conditions de vie des communautés ciblées.

À long terme, on s'attend à ce que ces réalisations contribuent à l'objectif général de stabiliser les régions touchées en renforçant la résilience des individus, des communautés et des institutions locales et nationales. Pour que cela se réalise, il est essentiel que les infrastructures restent accessibles et que les réformes de gouvernance soient durablement mises en œuvre, supposant ainsi un engagement continu des parties prenantes locales et internationales, ainsi qu'une adaptation aux changements climatiques et socio-économiques.

Si les infrastructures de base dans le nord du Bénin sont renforcées et les infrastructures multi-usages au Togo sont modernisées, et si la gouvernance locale et la coordination des réponses aux crises sont améliorées et que les hypothèses liées à la disponibilité des services adaptés aux plus vulnérables et à la disponibilité des opportunités économiques se confirment, alors nous attendons une augmentation/un renforcement de la résilience multidimensionnelle et de l'autonomie des populations ciblées (les populations déplacées et les communautés d'accueil), étant donné que l'amélioration de l'accès aux infrastructures essentielles et aux perspectives économiques répond directement à leurs besoins fondamentaux.

ET

Si ces améliorations au niveau des infrastructures et de la gouvernance sont mises en œuvre et que les conditions d'exploitation (adaptation des infrastructures, intermédiation sociale, sensibilisation, formation) adaptées aux besoins locaux sont réunies, alors l'utilisation des infrastructures sociales s'améliorera et l'insertion économique et sociale des jeunes sera facilitée, ces actions étant conçues pour répondre aux besoins spécifiques des populations, comme démontré par les résultats positifs des soutiens antérieurs.

À long terme, si ces réalisations sont obtenues et que les hypothèses à ce niveau se vérifient (notamment l'engagement continu des parties prenantes et l'adaptabilité aux changements), alors l'intervention contribuera à un impact global de stabilisation des régions touchées au Bénin et au Togo, en renforçant la résilience des individus, des communautés et des institutions locales et nationales, la résilience étant un prérequis démontré pour contrer efficacement ces problèmes migratoires et sécuritaires.

L'intégration des **questions transversales** dans la logique d'intervention s'articule autour d'une stratégie approfondie qui reconnaît l'importance capitale de l'égalité de genre, de l'inclusion sociale et de la lutte contre le changement climatique. Ces aspects sont essentiels pour garantir que les interventions ne se limitent pas à des résultats immédiats, mais s'inscrivent dans une perspective de développement durable et équitable.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne des résultats (a): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Renforcer les capacités de résilience des populations, communautés et institutions étatiques du nord du Togo et du Bénin afin de gérer au mieux la pression migratoire et sécuritaire venant de la crise sahélienne	1 Score du pays selon l'indice de paix globale (GPI) - Indicateur de paix négatif sur l'impact du terrorisme	1 (2023) Bénin: 2,18 (Rang 110) Togo: 2,13 (Rang 103)	En progrès	1 Institute for Economics and Peace (http://economicsandpeace.org); Global Peace Index (http://visionofhumanity.org/indexes/global-peace-index/)	Non applicable
		2 Indicateur prévalence insécurité alimentaire	2 Bénin: National 26% (2022) Alibori 15.4% Atacora 28% Borgou 12.5% Donga 23.4% Togo (2021): 19,4%	En progrès	2 SDG Global Indicators Database, https://unstats.un.org/sdgs/indicators/database/	Non applicable
		3 Nombre de population locales et personnes déplacées bénéficiaires d'infrastructures sociales de bases et productives	tbd	tbd	Statistiques des DREHV. Statistiques de l'INSEED. Statistiques OIM	
Réalisation 1	1. Renforcer la fréquentation des infrastructures sociales modernisées (telles que les écoles et les centres de santé), par les populations locales et déplacées, et améliorer l'emploi des jeunes dans l'agriculture de subsistance, localement au sein de la région des Savanes et de la Kara (Togo).	1.1 % taux de scolarisation primaire dans les zones cibles ventilé par statut (PDI / réfugié / hôte) 1.2 % Augmentation des consultations dans les centres de santé dans les zones cibles ventilé par statut (PDI / réfugié / hôte) 1.3 % de réduction de la population en situation d'insécurité alimentaire ventilé par statut (PDI / réfugié / hôte)	1.1: Personnes scolarisées dans les zones cibles (À déterminer par étude de faisabilité) 1.2: Personnes fréquentant les centres de santé dans les zones cibles (À déterminer par étude de faisabilité)	1.1: 100 % des personnes sont scolarisées dans les zones cibles en 2030 1.2: 100 % des personnes ont accès à des centres de santé dans les zones cibles en 2030	1.1: Rapports du projet + Enquêtes initiale et finale dans les deux régions 1.2: idem 1.3: idem	La situation sécuritaire reste stable et permet aux opérateurs de poursuivre leurs activités.

			1.3: Personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les zones cibles (À déterminer par étude de faisabilité)	1.3:100 % de personnes vivent en situation de sécurité alimentaire 2030		
Réalisation 2	2. Améliorer l'accès équitable aux services sociocommunautaires de base pour l'ensemble des populations (locales et déplacées) dans les départements de l'Atacora et l'Alibori (Bénin).	2.1 Proportion de la population cible (résidents/ communautés d'accueil et personnes déplacées) fréquentant les services sociocommunautaires ventilé par statut (PDI/réfugié/hôte)	2.1 Tbd	2.1 Tbd	2.1 Données et rapports administratifs du Ministère/de l'ANPC/de la commune; enquêtes de référence et enquêtes finales menées par l'intervention financée par l'UE.	La situation sécuritaire reste stable et permet aux opérateurs de poursuivre leurs activités. L'afflux de personnes réfugiées et/ou déplacées reste absorbable.
Produit 1 lié à la réalisation 1	1.1 L'adduction en eau potable solaire, multi-usages est mise en place, fonctionnelle et organisée pour approvisionner durablement en eau potable les écoles primaires, les centres de santé et le centre des communautés rurales voisines.	1.1.1 Nombre d'adductions en eau multi-usages mises en place et fonctionnelles 1.1.2 Nombre de personnes ayant accès à une source d'eau potable	1.1.1. Systèmes d'adductions d'eau multi-usages mises en place dans les zones cibles (À déterminer par étude de faisabilité) 1.1.2. Personnes ayant accès à une source	1.1.1 : 100 % des systèmes AEP sont fonctionnels dans les zones cibles en 2030 1.1.2. 100 % des personnes	1.1.1: rapports du projet	La situation sécuritaire reste stable et permet aux opérateurs de poursuivre leurs activités

		améliorée avec le soutien de l'EU	d'eau potable améliorée dans les zones cibles (À déterminer par étude de faisabilité)	ont accès à une source d'eau potable améliorée dans les zones cibles en 2030		
Produit 2 lié à la réalisation 1	1.2 Une filière de chaîne du froid est mise en place, fonctionnelle et organisée pour la conservation et la distribution des vaccins au sein des centres de santé	1.2.1 Nombre de centres de santé disposant de chaînes de froid en place et fonctionnels	1.2.1: centres de santé disposant de chaînes de froid, frigos mis en place et fonctionnels (À déterminer par étude de faisabilité)	1.2.1 100 % des centres de santé ont accès ont des chaînes de froid fonctionnelles dans les zones cibles en 2030)	1.2.1: rapports du projet	La situation sécuritaire reste stable et permet aux opérateurs de poursuivre leurs activités
Produit 3 lié à la réalisation 1	1.3 L'assainissement moderne est mis en place et fonctionnel dans les écoles primaires et les centres de santé pour améliorer les conditions d'hygiène.	1.3.1 Nombre de blocs sanitaires modernes mis en place et fonctionnels dans les écoles et centres de santé 1.3.2 Nombre de nouveaux comités d'hygiène créés dans les écoles et centres de santé dans les communautés cible	1.3.1: Nombre de personnes ayant accès à des blocs sanitaires améliorés, mis en place et fonctionnels dans les écoles et centres de santé (À déterminer par étude de faisabilité)	1.3.1 100 % des personnes ont accès à des blocs sanitaires améliorés et fonctionnels dans les centres de santé et écoles dans les zones cibles en 2030	1.3.1: rapports du projet	La situation sécuritaire reste stable et permet aux opérateurs de poursuivre leurs activités
Produit 4 lié à la réalisation 1	1.4 Une filière de production agricole de contre-saison adaptée au contexte naturel et social est mise en place, fonctionnelle et organisée au sein des écoles primaires	1.4.1 Nombre de jardins potagers irrigués mis en place et fonctionnels dans les écoles primaires	1.4.1: jardins potagers irrigués mis en place et fonctionnels dans les écoles	1.4.1 100 % des jardins potagers irrigués sont fonctionnels dans les	1.4.1: rapports du projet 1.4.2: rapports du projet	La situation sécuritaire reste stable et permet aux opérateurs de

	(jardins potagers des écoles) et à proximité des communautés voisines.	1.4.2 Nombre de mini périmètres irrigués mis en place et fonctionnels dans les communautés voisines.	primaires. (À déterminer par étude de faisabilité) 1.4.2: Mini périmètres irrigués mis en place et fonctionnels dans les communautés voisines (À déterminer par étude de faisabilité)	écoles primaires dans les zones cibles en 2030 1.4.2 100 % de mini périmètres irrigués sont fonctionnels dans les zones cibles en 2030		poursuivre leurs activités
Produit 5 lié à la réalisation 1	1.5 Les renforcements des capacités des services décentralisés de l'État et des bénéficiaires sont réalisés et permettent une gestion durable des infrastructures mises en place	1.5.1 Nombre de personnes formées (services de l'État et des communes/communautés) 1.5.2 Nombre de comités de gestion de l'eau fonctionnels en place dans les communautés cibles.	1.5.1: personnes formées au sein des services de l'État et des communes/communautés (À déterminer par étude de faisabilité) 1.5.2: Nombre de comités de gestion de l'eau fonctionnels en place dans les communautés cibles. (À déterminer par	1.5.1 100 % des personnes formées dans les services de l'État et des communes dans les zones cibles en 2030 1.5.2 100 % de comités de gestion de l'eau fonctionnels dans les	1.5.1: rapports du projet 1.5.2: rapports du projet	La situation sécuritaire reste stable et permet aux opérateurs de poursuivre leurs activités

			étude de faisabilité)	zones cibles en 2030		
Produit 1 lié à la réalisation 2	2.1 Le maillage des infrastructures de base est renforcé dans les zones – y compris les plus enclavées - accueillant des personnes déplacées et dont les besoins sont déjà insuffisamment couverts.	2.1.1 Nombre d'infrastructure réhabilitées/créées et fonctionnant régulièrement un an après leur réhabilitation/ construction.	2.1.1 Zéro	2.1.1 Tbd	2.1.1 Enquêtes de base et de fin qui seront commandées par l'intervention financée par l'UE.	Les entreprises locales ont la capacité d'accéder à des zones enclavées et d'y travailler.
		2.1.2 Nombre d'unités administratives locales disposant de politiques et de procédures établies et opérationnelles pour la participation des communautés locales à la gestion et le maintien des infrastructures sociocommunautaires.	2.1.2 tbd	2.1.2 Au moins une par commune ciblée	2.1.2 Rapports de mise en œuvre de l'intervention financée par l'UE.	
Produit 2 lié à la réalisation 2	2.2 La gouvernance locale est améliorée, permettant une meilleure planification, une gestion efficiente, une redevabilité et une coordination des réponses aux chocs et aux crises menées par les diverses institutions œuvrant dans le domaine de la protection civile et de l'appui aux populations sur l'ensemble des territoires communaux.	2.2.1 Pourcentage de personnes déclarant avoir assisté à une réunion communautaire au cours des 12 derniers mois (ventilé par âge, groupes de population, situation de handicap et lieu - urbain/périurbain/rural)	2.2.1 Zéro	2.2.1 Tbd	2.2.1 Rapports d'enquête Afrobaromètre; enquêtes de base et de fin d'enquête qui seront commandées par l'intervention financée par l'UE.	Les autorités locales sont ouvertes aux mécanismes participatifs et aux exercices de redevabilité
		2.2.2 Existence et mise en œuvre de mécanismes de transparence et de redevabilité au sein du cadre multipartite.	2.2.2 Non	2.2.2 Au moins un par commune cible	2.2.2 Enquêtes de base et de fin qui seront commandées par l'intervention financée par l'UE.	
		2.2.3 % d'institutions locales qui ont amélioré leur capacité organisationnelle par rapport au diagnostic de base	2.2.3 Zéro	2.2.3 Tbd	2.2.3 Enquêtes de base et de fin qui seront commandées par l'intervention financée par l'UE.	

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il **n'est pas envisagé** de conclure une convention de financement avec les pays partenaires.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 3 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre est de **72 mois** à compter de l'adoption par la Commission de la décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire [uniquement pour l'appui budgétaire]

S.O.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁰.

4.4.1. Gestion directe (subventions)

Subventions (gestion directe).

a) Objet de la (des) subvention(s)

Les subventions permettront d'atteindre l'OS2 - Améliorer l'accès équitable aux services sociocommunautaires de base pour l'ensemble des populations (locales et déplacées) dans les départements de l'Atacora et l'Alibori (Bénin) et la réalisation des produits suivants: «P2.1 le maillage des infrastructures de base est renforcé dans les zones – y compris les plus enclavées - accueillant des personnes déplacées et dont les besoins sont déjà insuffisamment couverts, en particulier dans les zones les plus enclavées des communes du nord du Bénin ou dans les périphéries directes des parcs nationaux». Ce contrat va également contribuer indirectement au produit «P2.2 La gouvernance locale est améliorée permettant une meilleure coordination des réponses aux chocs et crises menées par les diverses institutions œuvrant dans le domaine de la protection civile et de l'appui aux populations sur l'ensemble des territoires communaux».

b) Type de demandeurs visés

Agences gouvernementales, établissements publics à caractère administratif et technique, autorités locales, organisations non gouvernementales ayant une présence effective dans les zones d'intervention.

c) Justification d'une subvention directe

Conformément à l'article 195 du RF, alinéas (a) et (f), une attribution directe est justifiée si la nature de l'action nécessite un pouvoir administratif spécifique et/ou si le pays (ou la zone spécifique d'intervention) est déclaré en situation de crise. Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions à des agences gouvernementales, à des établissements publics à caractère administratif et technique, à des organisations non gouvernementales, sélectionnés sur la base des critères suivants:

¹⁰ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

les demandeurs visés devront démontrer leurs connaissances étroites des zones d'interventions, leurs capacités techniques et logistiques, pour assurer la mise en œuvre des activités.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car les zones ciblées par les actions subventionnées sont particulièrement enclavées et nécessitent des expertises particulières, techniques et logistiques, et une connaissance approfondie des zones. Les risques sécuritaires élevés exigent également des opérateurs une collaboration avec les forces de sécurité. La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions peut, partiellement ou totalement et y compris lorsqu'une entité est désignée pour recevoir une subvention sans appel à propositions, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères définis au point c) de la section 4.4.2 ci-dessus ou les critères définis à la section 4.4.3 ci-dessus.

4.4.2. Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Togo:

Cette action sera mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence française de développement (AFD). L'entité a été choisie de par son expérience dans la mise en œuvre de programmes techniquement proche [projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural dans la région des Savanes (PASSCO 1, 2 et 3], de sa connaissance du Togo et particulièrement de la région nord du pays, et de la qualité de gestion des fonds de l'Union Européenne. Par ailleurs, l'action envisagée bénéficiera de la dynamique en cours du projet PASSCO 3 garantissant une mise en œuvre rapide tout en le complétant par des infrastructures modernes multi-usages.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants: i) capacités opérationnelles effectives sur la zone ciblée; ii) connaissances approfondies du terrain, de ses acteurs; iii) expertise technique sur la thématique visée.

Bénin:

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la banque de développement KfW.

Cette mise en œuvre implique le déploiement des activités liées à l'objectif spécifique 2 – Améliorer l'accès équitable aux services sociocommunautaires de base pour l'ensemble des populations (locales et déplacées) dans les départements de l'Atacora et l'Alibori (Bénin).

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants: i) capacités opérationnelles effectives sur la zone ciblée; ii) connaissances approfondies du terrain, de ses acteurs; et iii) expertise technique sur la thématique visée.

La KfW appuie depuis de nombreuses années le Fonds d'appui au développement des communes (FADeC). Ce fonds est un mécanisme efficace de transfert de ressources financières aux collectivités locales du Bénin qui permet ainsi aux communes de réaliser sur l'ensemble du territoire national d'importants investissements dans les infrastructures et services de base au profit de la population. Une composante «Guichet Sahel» a été établie début 2022 pour prévenir «la propagation d'influences radicalisantes et déstabilisantes» au Bénin. Elle concerne 13 communes du nord, précisément celles où l'on relève des déplacements de population et l'accueil de personnes en situation de demande d'asile/réfugiés. Outre le fait que la KfW est capable d'injecter directement des fonds dans le FADeC, elle renforcera également son appui aux structures de gestion, de pilotage et de contrôle du fonds au moyen d'une assistance technique, comme elle le fait actuellement. La KfW dispose ainsi d'une forte expérience dans le secteur et dans la région et démontre une très bonne connaissance des acteurs locaux.

Si les entités envisagées (AFD, KfW) devaient être remplacées, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée.

En cas d'échec des négociations avec les entités susmentionnées (AFD, KfW), ces parties de la présente action peuvent être mises en œuvre en gestion directe, conformément aux modalités de mise en œuvre indiquées à la section 4.4.3.

4.4.3. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice-versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Dans le cas où la gestion indirecte avec une agence d'un État Membre de l'UE ne serait pas possible en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la possibilité de travailler en gestion directe sous forme de subventions serait envisagée.

Subventions (gestion directe):

a) Objet de la(des) subvention(s)

Cette mise en œuvre implique le déploiement des activités liées aux objectifs spécifiques:

OS2: Améliorer l'accès équitable aux services sociocommunautaires de base pour l'ensemble des populations (locales et déplacées) dans les départements de l'Atacora et l'Alibori (Bénin).

b) Type de demandeurs visés

Les entités envisagées (organismes publics, organisations internationales ou ONG) seront sélectionnées sur la base de critères suivants: i) capacités opérationnelles effectives sur la zone ciblée du nord du Bénin, ii) connaissance approfondie du terrain, de ses acteurs, et iii) expertise technique visée.

c) Justification d'une subvention directe

Conformément à l'article 195 du RF, alinéas (a) et (f), une attribution directe est justifiée si la nature de l'action nécessite un pouvoir administratif spécifique et/ou si le pays (ou la zone spécifique d'intervention) est déclaré en situation de crise.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions aux ONG ou consortia d'ONG sélectionnés sur la base des critères suivants: i) capacités opérationnelles effectives sur la zone ciblée du nord du Bénin, ii) connaissance approfondie du terrain, de ses acteurs, et iii) expertise technique visée.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car les zones ciblées par les actions subventionnées sont particulièrement enclavées et nécessitent des expertises particulières, techniques et logistiques, et une connaissance approfondie des zones. Les risques sécuritaires élevés exigent également des opérateurs une collaboration avec les forces de sécurité.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)	
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4		
Objectif spécifique 1 – Togo composé de	17 000 000	
<i>Gestion indirecte avec l'AFD - cf. section 4.4.4</i>	<i>17 000 000</i>	
Objectif spécifique 2 – Bénin composé de	18 000 000	
<i>Gestion direct (subventions)</i>	<i>7 000 000</i>	
<i>Gestion indirecte avec KFW Banque de Développement</i>	<i>11 000 000</i>	
Évaluation – voir section 5.2 Audit – voir section 5.3	Sera couvert par une autre décision	
Totaux	35 000 000	

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

<p>Togo</p> <p>STRUCTURATION DU PROJET.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise d'ouvrage La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise (MEHV) • Coordination du projet La coordination du projet sera assurée par les deux (2) directions régionales de l'eau et de l'hydraulique villageoise (DREHV) de la région des Savanes et de la Région de la Kara, sous la supervision directe du coordonnateur du projet du MEHV à Lomé. Elle s'appuiera sur les directions techniques du MEHV, à savoir la direction de la planification et du suivi évaluation, la direction administrative et financière et les équipes de passation de marchés du MEHV en lien avec le Secrétaire Général du MEHV. • Maîtrise d'œuvre: La maîtrise d'œuvre sera assurée par un bureau d'études pour la réalisation des études, du contrôle et du suivi, le contrôle et la surveillance de l'ensemble des travaux du projet ainsi que le volet d'intermédiation sociale et les actions de sensibilisation et promotion de l'hygiène dans les communautés rurales, les écoles et les centres de santé seront réalisées par un bureau d'études spécialisé en relation avec les deux (2) directions régionales de l'eau et de l'hydraulique villageoise de la région des Savanes et de la région de la Kara. Le bureau d'études apportera une assistance à ces deux (2) directions régionales. <p>PILOTAGE ET COORDINATION.</p> <p>a. <u>Comité de pilotage (COPIL)</u></p> <p>Le pilotage du projet sera réalisé par un comité de pilotage qui sera présidé par le ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise et composé à titre indicatif des entités suivantes: i) l'instance de gouvernance du PURS, ii) le ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, iii) le ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins, iv) le ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, v) le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires. La délégation de l'Union européenne à Lomé (DUE) et l'Agence française de développement à</p>
--

Lomé (AFD) seront observateurs dans ce comité. Ce comité sera chargé de suivre la mise en œuvre du projet et de prendre, le cas échéant, les décisions d'orientation stratégique et de validation des grands arbitrages nécessaires.

Il se réunit sur invitation du Président au début du projet et autant de fois que nécessaire mais au moins une fois par an.

b. Comité technique de suivi (CTS)

Un comité technique de suivi composé des mêmes institutions, mais au niveau technique, auxquelles seront associés tout autre entité pertinente, sera également mis en place. La délégation de l'Union européenne à Lomé (DUE) et l'Agence française de développement à Lomé (AFD) seront également observateurs dans ce comité. Le CTS donne son avis technique sur la coordination du projet, l'exécution et le suivi des prestations de service et propose des recommandations à inscrire dans l'agenda du comité de pilotage.

c. Unité de gestion du projet

Une unité de gestion du projet (UGP) sera mise en place au sein du MEHV afin d'assurer la gestion administrative du projet (programmation, passation de marchés, rapports d'activités, etc.). Elle assurera le suivi de l'exécution technique et financière du projet et élaborera les projets de budgets et la planification des actions, soumis à l'appréciation du comité de pilotage.

L'UGP assistée du maître d'œuvre assurera le secrétariat des comités et préparera pour ces occasions des rapports d'avancement et d'activités prévisionnelles.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer en tant qu'observateur aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

Bénin

Le pilotage global du projet au Bénin sera assuré par le ministère de l'économie et des finances (MEF) et par les autres ministères sectoriels concernés. Un comité d'orientation et de suivi sera organisé de façon semestrielle pour l'ensemble des activités de cette action. En outre, un comité de suivi et de coordination «territorial» sera organisé de façon semestrielle dans les départements concernés, regroupant des représentants du ministère de l'économie et des finances (MEF) et des autres ministères concernés.

Le schéma institutionnel sera validé avant le démarrage de l'action en fonction des éventuelles réformes institutionnelles qui interviendraient au cours des prochains mois.

Les organisations contractées pour la mise en œuvre des activités sont responsables pour soutenir les ministères sectoriels dans leur fonction de coordination.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et sa contribution à la présente action ainsi que d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Chaque organisation contractée assurera la collecte des informations de suivi des activités. Leurs activités comprendront un volet relatif à la surveillance des actions de mise en œuvre du programme ainsi que de l'appui technique à la coordination des actions de l'UE et de ses États Membres présents dans le pays (dans le cadre de l'approche Team Europe) sur les territoires concernés. Des enquêtes et des études finales pourront également être réalisées afin de recueillir les données nécessaires pour le suivi des résultats.

Au Togo, le partenaire chargé de la mise en œuvre (AFD) sera responsable du suivi et de l'établissement de rapports sur les indicateurs de la matrice du cadre logique, y compris la collecte de données de référence et la collecte de données au cours de la phase de démarrage de l'action. Les valeurs des indicateurs seront mesurées au niveau national ou des zones d'intervention, en fonction de la nature des activités.

Les résultats intermédiaires et finaux de la mise en œuvre des activités seront présentés lors des comités de pilotage.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'action, une évaluation à mi-parcours pourra être effectuée et une évaluation finale sera effectuée pour la présente action au Togo dans le cadre d'une mission conjointe [AFD-UE].

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne la poursuite de ce type d'investissement dans des infrastructures sociales et productives modernes dans le contexte d'une amélioration de la résilience des populations.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que le caractère multi-usage des mini AEP demandera des arbitrages entre les besoins sociaux et productifs au niveau local.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Le financement de l'évaluation peut être couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE](#) – Orientations relatives aux actions extérieures», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et de mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte-rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYS#): <Action présente> <Autre(s) action(s)>
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	<Engagement juridique individuel prévu (ou contrat)>
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	<Engagement juridique individuel prévu (ou contrat)>
	(...)	
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cacons où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	2 conventions de contribution (17 millions d'EUR et 18 millions d'EUR) - montant total de 35 millions d'EUR.

